



Direction Générale des Participations
de l'Etat et de la Dénationalisation

Direction de la Gestion
des Participations de l'Etat

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES, EXERCICE COMPTABLE 2016

N°	Structures	Rapport général				Rapport spécial
		Opinion des commissaires aux comptes	Réserves/Motifs des commissaires aux comptes/Risques	Dysfonctionnements	Recommandations des commissaires aux comptes	
1	Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB)	<p>Etats financiers certifiés réguliers et sincères</p> <p>Les commissaires aux comptes ont émis des réserves et signalé des dysfonctionnements.</p>	<p>Non formalisation des relations entre SBEE et SONEB</p> <p>Les modalités de facturation réciproque des quotas d'électricité et d'eau par la SBEE et la SONEB n'ont toujours pas été définies :</p> <ul style="list-style-type: none">- Juillet 2010 à décembre 2016 : les quotas de consommation d'électricité des agents de la SONEB sont estimés à 983,84 millions et constituent des provisions ;- Juillet 2005 à décembre 2006 : non disponibilité d'informations sur la facturation à la SONEB des quotas de consommation d'électricité des agents de la SONEB ;- Depuis la scission et couvrant la période juillet 2005 à décembre 2012 : les quotas de consommation d'eau des agents de la SBEE n'ont fait l'objet ni de facturation à la SBEE, ni de comptabilisation dans les livres	<ul style="list-style-type: none">- L'application informatique qui alimente le système d'information en usage, le « G d'Or » est une application qui s'appuie sur une base de données unique pour toutes les agences (fichiers, clients et fournisseurs) présente des dysfonctionnements et mérite d'être auditée ;- Non responsabilisation des caissiers en cas de non reversement des encaissements ;- Retard dans le positionnement des versements des encaissements à la banque ;- Absence de mise à jour de la base des données relatives aux clients.	<p>Pour la formalisation des relations entre SBEE et SONEB :</p> <ul style="list-style-type: none">- faire aboutir le processus de formalisation des modalités de facturations réciproques ;- procéder à l'évaluation réelle des quotas de consommation d'électricité par les agents de la SONEB et des quotas de consommation d'eau par les agents de la SBEE ;- faire valider lesdites évaluations par les deux sociétés ;- procéder aux facturations subséquentes ;- procéder aux écritures comptables.	<ul style="list-style-type: none">- Non renouvellement du mandat des administrateurs ;- Au titre des rémunérations exceptionnelles ou remboursements de frais des administrateurs, les commissaires aux comptes informent que, sur autorisation du Ministre de l'Energie et de l'Eau en date du 03 juin 2010 et en application de l'article 432 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, le Président du Conseil d'Administration bénéficie d'une rémunération exceptionnelle dans le cadre de ses fonctions.

N°	Structures	Rapport général				Rapport spécial
		Opinion des commissaires aux comptes	Réserves/Motifs des commissaires aux comptes/Risques	Dysfonctionnements	Recommandations des commissaires aux comptes	
			de la SONEB.			
2	Loterie Nationale du Bénin (LNB)	<p>Rapport présenté en application de l'article 715 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.</p> <p>Les rapports définitifs sont encours.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise ne détermine pas a posteriori les marges réalisées par produit, au niveau du management général ; - L'élaboration des rapports d'audit ne respecte pas le modèle des FRAP (Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes) ; - L'utilisation de documents non pré numérotés et non auto carbonés dans la chaîne des encaissements ; - L'existence d'une situation porteuse de risques latents ; - L'absence de preuve par les principaux cadres dans la maîtrise du potentiel du marché à leur portée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer le contrôle a posteriori des marges par produit ; - Elaborer des rapports d'Audits internes respectant le modèle des FRAP (Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes) ; - Mettre en place l'utilisation de documents pré numérotés et auto carbonés dans la chaîne des encaissements sans oublier de mettre en œuvre les contrôles de recoupement des informations produites ou détenues par différents services ; - Eteindre les risques latents, le cas échéant ; - Cerner le potentiel du marché à travers l'évolution du chiffre d'affaires. 	
3	BENIN-TRACTEURS SA	Refus de certification	<ul style="list-style-type: none"> - La constitution du capital social de la société BENIN TRACTEURS n'est pas terminée ; - Un commissaire aux apports n'a pas été désigné à l'unanimité pour évaluer les apports en 			Aucune observation n'a été nécessaire sur les vérifications et informations spécifiques par les Commissaires aux Comptes.

N°	Structures	Rapport général				Rapport spécial
		Opinion des commissaires aux comptes	Réserves/Motifs des commissaires aux comptes/Risques	Dysfonctionnements	Recommandations des commissaires aux comptes	
			<p>nature à la date de la constitution de la société ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les statuts de la société ne précisent pas la nature et la valeur des biens apportés qui ont fait l'objet de transfert de propriété à la société BENIN TRACTEURS ; - Les commissaires aux comptes n'ont pas établi la propriété des stocks de la société BENIN TRACTEURS SA au 31/12/2016 s'élevant à FCFA 6.775.000.000 représentant la valeur de 500 kits de tracteurs objet du Marché N°125/MAEP/MEFPD/DNCMP au profit de l'Agence de Développement de la Mécanisation Agricole (ADMA). 			
4	Office National du Bois (ONAB)	<p>Etats financiers certifiés réguliers et sincères</p> <p>Les commissaires aux comptes ont signalé des risques sur la continuité de l'exploitation.</p>	<p>Risques sur la continuité de l'exploitation :</p> <p>Les commissaires aux comptes ont constaté que, par arrêtés n°053/MCVDD/SP portant suspension de toutes activités de commercialisation et d'exportation de bois de l'ONAB et n°54/MCVDD/SP portant suspension de la délivrance d'agrément relatif à l'exploitation et l'exportation de bois au Bénin d'Avril 2016, l'Etat Béninois a suspendu les activités d'exploitation et de commercialisation du bois en République du Bénin avec pour</p>			<ul style="list-style-type: none"> - L'ONAB a appliqué un taux de prélèvement d'IRVM de 18% au lieu d'un taux d'IRVM autorisé de 15% sur les indemnités de fonction versées aux Administrateurs ; - Contrairement aux dispositions de l'article 2 du décret n°2005-062 du 14/02/2005 fixant les indemnités de fonction des membres des Conseils d'Administration des entreprises publiques et semi-publiques et des offices à caractère industriel et/ou commercial, l'ONAB a alloué à chaque Administrateur, un

N°	Structures	Rapport général				Rapport spécial
		Opinion des commissaires aux comptes	Réserves/Motifs des commissaires aux comptes/Risques	Dysfonctionnements	Recommandations des commissaires aux comptes	
			conséquence, un arrêt des activités d'exploitation et de commercialisation du bois de l'ONAB sur la période du 15 avril au 31 décembre 2016.			<p>montant moyen d'indemnités de fonction de 1 194 300 FCFA au lieu de 900 000 FCFA prévu par ledit décret en fonction du chiffre d'affaires de l'ONAB ;</p> <p>- L'ONAB a effectué des dépenses sans rapport avec son exploitation à travers des préfinancements d'activités au profit de structures étatiques sous forme de prêts remboursables ou non dont le solde enregistré dans un compte d'attente s'établit à 15 281 000 FCFA au 31 décembre 2016 ;</p> <p>- Les Administrateurs ont perçu des rémunérations exceptionnelles (frais de déplacement et tickets valeur) en complément de leurs indemnités de fonction pour un moment de 810 000 FCFA ;</p> <p>- L'ONAB a réalisé diverses dépenses enregistrées en compte d'attente et dont le solde encore non justifié au 31 décembre 2016 est de 12 668 610 FCFA.</p>
5	Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels et Consommables (CAME)	<p>Etats financiers certifiés réguliers et sincères</p> <p>Les commissaires aux comptes ont émis des réserves et ont fait des recommandations.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le compte « créances clients » est débiteur de 2 971 424 617 FCFA. Une circularisation est faite par courrier pour un montant cumulé de 501 895 859 FCFA. Les réponses obtenues révèlent un montant de 73 373 950 FCFA. - Le compte «Fournisseurs Mission Pharma A/S» est débiteur de 12 726 967 FCFA 		Les efforts de rapprochement des créances doivent se poursuivre avec les structures sanitaires pour mieux fiabiliser les comptes clients.	Aucune observation n'a été nécessaire sur les vérifications et informations spécifiques par les Commissaires aux Comptes.

N°	Structures	Rapport général				Rapport spécial
		Opinion des commissaires aux comptes	Réserves/Motifs des commissaires aux comptes/Risques	Dysfonctionnements	Recommandations des commissaires aux comptes	
			depuis plusieurs années. Il semble poser de réelles difficultés de recouvrement, mais n'a pas fait l'objet de provision.			
6	Agence Nationale de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (ANSSFD)	Etats financiers certifiés réguliers et sincères			<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un état extra comptable de suivi budgétaire afin de permettre une analyse budgétaire de l'exécution du budget ; - Effectuer mensuellement des rapprochements bancaires pour permettre un bon suivi de la trésorerie et le dénouement des chèques en suspens ; - Les sorties de fonds du coffre-fort doivent être justifiées et dûment autorisées par le DG/ANSSFD ou son intérimaire le cas échéant ; - Payer les prestataires de services par chèque tiré au nom de la personne morale. 	<p>Le Commissaire aux comptes sur le contrôle de la trésorerie a appelé l'attention sur les faits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rapprochements bancaires ne sont pas effectués mensuellement du fait de la non-disposition d'un logiciel comptable en début d'exercice ; - les avances sur primes faites aux agents contre décharges administratives et régularisées ne sont pas autorisées par le DG/ANSSFD ou son intérimaire le cas échéant. ; - quatre (04) prestataires de services ne sont pas payés par chèque tiré au nom de la de leur entreprise pour un montant total de 434.570 FCFA à raison de 58.570 FCFA, 87.500 FCFA, 93.900 FCFA et 195.000 FCFA par prestataire.

N°	Structures	Rapport général				Rapport spécial
		Opinion des commissaires aux comptes	Réserves/Motifs des commissaires aux comptes/Risques	Dysfonctionnements	Recommandations des commissaires aux comptes	
7	Centre National de Sécurité Routière (CNSR)	Etats financiers certifiés réguliers et sincères				Aucune observation n'a été nécessaire sur les vérifications et informations spécifiques par les Commissaires aux Comptes.

Le DGPED

Macaire AGBANTE

